

Cameroun/ Manifestation

La région anglophone du Sud-Ouest toujours quadrillée par la police

AFP
Buéa/Cameroun

LE chef-lieu de la région du Sud-Ouest du Cameroun, Buéa, était lundi matin toujours quadrillé par les forces de sécurité, et les routes de la région toujours bloquées, au lendemain de la proclamation symbolique de l'"indépendance" des régions anglophones du pays par les indépendantistes. A 07h00 GMT (08h00 locales), les rues de Buéa étaient toujours vidées de ses habitants et des forces de sécurité toujours présentes, a constaté un journaliste de l'AFP. Dans le quartier "Mile 17" de Buéa, des pierres, utilisées comme projectiles lors des manifestations de la veille, étaient visibles sur la chaussée.

Dimanche, jour anniversaire de la réunification officielle des parties anglophone et francophone du Cameroun, le 1er octobre 1961, les séparatistes anglophones ont tenté de manifester pour proclamer symboliquement l'indépendance des deux régions anglophones du pays. Selon un décompte de l'AFP, au moins quatre personnes ont été tuées ce week-end par les forces de sécurité camerounaises en marge de ces manifestations. Par ailleurs, trois prisonniers d'une prison de la



Photo : AFP

Les forces de l'ordre dans les rues de Buéa.

ville de Kumbo - qui voulaient profiter de la situation pour s'échapper - ont été abattus par des gardiens dimanche. Lundi, des militants anglophones ont dénoncé sur les réseaux sociaux des arrestations, menées selon eux dimanche et lundi aux domiciles de séparatistes. L'ampleur de ces arrestations restait lundi difficile à établir. Un journaliste de l'AFP a constaté dans la nuit de dimanche à lundi l'arrestation par des policiers de plusieurs personnes dans

un quartier de Buéa. L'ONG Amnesty International a appelé lundi dans un communiqué Yaoundé à ouvrir une enquête sur les personnes tuées ce week-end par les forces de sécurité. Alors que les mesures restrictives imposées par le gouvernement pour le week-end - dont une interdiction de se déplacer - prenaient fin lundi matin à 07H00 GMT, la circulation était toujours bloquée dans la matinée entre Buéa et Douala. Les 70 kilomètres séparant

Buéa de la capitale économique du Cameroun étaient ponctués de cinq check-points - tenus par des militaires pour l'un et des policiers pour les autres - contrôlant l'identité des voyageurs et stoppant la circulation à ces endroits. "Nous avons reçu des instructions des autorités pour ne pas rouvrir la circulation", a ainsi expliqué un commissaire de police, s'adressant à un automobiliste qui souhaitait se rendre à Douala. Le pont sur le Moungo, qui marque la séparation entre

la région Sud-Ouest et celle du Littoral, était en outre fermé lundi matin. Depuis novembre 2016, la minorité anglophone, qui représente environ 20% des 22 millions de Camerounais, proteste contre ce qu'elle appelle sa "marginalisation", dans l'enseignement et la magistrature notamment. Certains anglophones exigent le retour au fédéralisme, tandis qu'une minorité réclame la partition du Cameroun. Deux scénarios que refuse Yaoundé.

L'Afrique en bref

- **Mozambique/ Politique**
Le président Nyusi reconduit à la tête du parti au pouvoir
Le président du Mozambique Filipe Nyusi a été reconduit dimanche pour cinq ans à la tête du parti au pouvoir, le Frelimo, en promettant notamment de mener à son terme le processus de réconciliation en cours avec la frange armée de l'opposition.
- **Côte d'Ivoire/ Rébellion**
Mouvements d'humeur d'anciens rebelles dans deux villes
Des anciens rebelles démobilisés ont réclamé lundi de l'argent à l'État à Man, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, tandis que d'autres ont voulu occuper la préfecture de Bouaké, dans le centre, selon leur porte-parole.
- **Kenya/ Manifestations**
La police disperse les partisans de l'opposition dans les rues de Nairobi
La police kényane a dispersé lundi au gaz lacrymogène plusieurs centaines de partisans de l'opposition dans le centre de Nairobi et de Kisumu (ouest) qui manifestaient contre la Commission électorale (IEBC) en amont de la présidentielle prévue le 26 octobre après l'invalidation du précédent scrutin.

A travers le monde

- **Syrie/ Jihadisme**
Les forces soutenues par Washington s'emparent du QG de sécurité de l'EI
Les combattants antijihadistes des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenues par Washington, ont pris dans le centre de la ville septentrionale de Raqa les principales structures de commandement du groupe État islamique (EI) et se sont emparés de matériel de communication et d'armes.
- **France/ Code du travail**
Le syndicat FO hausse le ton contre la réforme Macron
En décalage avec une partie de sa base, le leader de l'un des trois principaux syndicats français a appelé à son tour lundi à combattre dans la rue les "mesures inacceptables" figurant dans la réforme du Code du travail défendue par le président Emmanuel Macron.
- **Irak/ Conflit**
Les forces irakiennes s'emparent d'une localité stratégique de l'EI



Photo : AFP/L'Union

Les forces gouvernementales irakiennes se sont emparées lundi d'une localité stratégique tenue par le groupe jihadiste État islamique (EI) au sud-est de Hawija, a indiqué dans un communiqué le chef des opérations.

Espagne/Référendum/ Catalogne

Des milliers de manifestants contre la violence

AFP
Barcelone/Espagne

Des milliers de personnes ont défilé lundi à Barcelone et dans d'autres villes de Catalogne pour dénoncer les violences policières et défendre le référendum d'autodétermination interdit de la veille, durement réprimé par la police nationale, a constaté l'AFP. "Ca avec Franco (le dictateur ndr), c'était la norme!", ont scandé des milliers de manifestants, dont beaucoup d'étudiants, qui ont défilé entre l'un des campus universitaires de la ville et le centre. Selon la police municipale, ils étaient 15.000. A la mi-journée, ils ont chanté et dansé des rondes sur la place de Catalogne, à l'extrémité de la très touristique avenue des Ramblas. Agitant leurs drapeaux indépendantistes, ils tenaient des pancartes exigeant plus de démocratie.



Photo : AFP

Les manifestants dans les rues de Barcelone.

La veille, des policiers anti-émeutes ont fait irruption dans des dizaines de bureaux de vote pour saisir les urnes et le matériel électoral et empêcher le référendum interdit par la justice. Pour se frayer un passage au milieu des foules qui

tentaient d'en barrer l'accès, ils ont fait usage de leurs matraques, boucliers et parfois de balles en caoutchouc. Des scènes qui ont choqué l'opinion en Europe. Lundi matin, quatre personnes étaient hospitalisées, dont deux dans un

état critique, selon le gouvernement régional. "J'ai vu mon père être soulevé puis trainé et ma prof de danse recevant des coups de poing et des coups de tête. Ils nous ont menacé de nous casser les doigts... je ne peux plus effacer ces images, je ne pourrai jamais les ou-

blier", a déclaré à l'AFP une manifestante de 19 ans, Patricia Ventura. "Je connais beaucoup de personnes qui ne soutiennent pas l'indépendance et qui ont manifesté hier car elles sont scandalisées... c'est une atteinte à nos droits", confiait Blanca Pi, une autre manifestante de 42 ans aux longs cheveux noirs bouclés. Le président séparatiste Carles Puigdemont et la maire de Barcelone Ada Colau ont participé à un rassemblement réunissant plusieurs centaines de personnes pour dénoncer ces violences. "Ce qui s'est passé hier est répugnant, pour moi cela suppose une rupture, je ne vois pas comment le surmonter", déclarait, les larmes aux yeux, Helena Vidal, 30 ans, employée de banque. Des manifestations ont aussi été rapportées dans d'autres villes, notamment à Gérone, à une centaine de kilomètres au nord, et à Lerida, à 160 kilomètres à l'ouest.